

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION

Brochure n° 3078 | Conventions collectives nationales

**CABINETS D'AVOCATS**

IDCC : 1000 | **PERSONNEL SALARIÉ**

IDCC : 1850 | **AVOCATS SALARIÉS**

**Avenant n° 25 du 20 novembre 2020**  
relatif à la contribution conventionnelle à la formation professionnelle

NOR : ASET2150175M

IDCC : 1850

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**CNAE ;**

**UPSA ;**

**SAFE ;**

**AEF,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CSFV CFTC ;**

**SNPJ CFDT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Cet accord reconduit la contribution conventionnelle de la branche sur la formation professionnelle continue.

**Article 1<sup>er</sup> | Objet**

Le présent accord a pour objet de reconduire la contribution conventionnelle de la branche sur la formation professionnelle continue prévue par l'avenant n° 16 de la convention collective des avocats salariés du 17 février 1995.

En application des dispositions de l'article L. 6332-1-2 du code du travail, les entreprises de 1 à 299 salariés versent une contribution conventionnelle de formation à l'OPCOEP, qui s'élève à 0,35 % de la masse salariale brute des avocats salariés, y compris les entreprises dont le siège est implanté dans les DROM.

Cette contribution s'applique à la collecte exigible à partir de la masse salariale de l'année 2020.

## **Article 2 | Champ d'application**

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant de la convention collective nationale de convention collective nationale des avocats salariés du 17 février 1995, étendue par arrêté du 10 juin 1996 (IDCC 1850).

## **Article 3 | Mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.**

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1, les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord portant sur la fixation du taux de la contribution n'avait pas à porter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1, sous réserves des situations explicitement évoqués dans l'accord. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise dans une branche composée presque exclusivement d'entreprise de moins de 50 salariés.

## **Article 4 | Durée**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

## **Article 5 | Révision**

Le présent accord peut être révisé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

## **Article 6 | Date d'application**

Les dispositions du présent accord entrent en vigueur au jour de sa signature.

## **Article 7 | Dépôt et publicité**

Le présent accord fera l'objet de formalités de dépôt conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, auprès des services du ministre chargé du travail.

## **Article 8 | Extension**

Les partenaires sociaux conviennent de demander l'extension du présent accord conformément aux dispositions de l'article L. 2261-15 du code du travail.

*Fait à Paris, le 20 novembre 2020.*

(Suivent les signatures.)